

Bulletin d'histoire politique

Sam Gamgee s'en revient en paix : les sorties de guerre en France et au Québec

Yves Tremblay



Volume 22, numéro 1, automne 2013

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1018832ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1018832ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tremblay, Y. (2013). Sam Gamgee s'en revient en paix : les sorties de guerre en France et au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 237–247.
<https://doi.org/10.7202/1018832ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Sam Gamgee s'en revient en paix : les sorties de guerre en France et au Québec

YVES TREMBLAY,

Historien

Ministère de la Défense nationale du Canada

La sortie de guerre est une thématique de recherche récente. Elle a fait l'objet il y a quelques années d'un important colloque de l'EHESS sous la direction scientifique de Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson. Bien que le thème ait été conçu d'une manière très large, dans la plupart des cas, les collaborateurs de l'ouvrage collectif publié après le colloque s'attardent surtout aux bouleversements politiques provoqués par les traités de paix. Seuls les deux premiers articles, sur la France et l'Angleterre, reflètent vraiment une perspective plus large, socioculturelle. Il est intéressant de comparer les méthodologies de ces deux articles, respectivement de Bruno Cabanes et d'Adrian Gregory, car elles sont, je crois, typiques de deux approches antagonistes dans la profession d'historien, l'une plutôt théorique, l'autre plutôt empirique, avec un rapport aux sources différents, la première approche procédant en s'appuyant sur des exemples, la seconde en triant et classant des anecdotes souvent très nombreuses selon des critères plus ou moins explicites.

Bruno Cabanes explique le phénomène de la sortie de guerre de la France en employant plusieurs entités sociologiques, comme celles-ci : « prise de paroles », « démobilisables », « sociétés belligérantes », « cercles de Deuil », « populations des régions », etc. Les résultats auxquels il parvient s'expriment en une autre série de concepts synthétisant les sous-phénomènes de la sortie de guerre : « interconnaissance », « avenir de la violence », « brutalisation », « mémoire collective », « culture de guerre », et surtout « démobilisation culturelle »¹. Adrian Gregory ne pratique pas ce

genre de sociologisme et s'en tient à une suite d'exemples individuels. Le premier généralise, le second particularise.

Les dernières phrases de chacun des deux articles forment un contraste puissant :

Réduites souvent à une parenthèse dans un cycle de violences qui court depuis la crise de l'été 1914 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les années 1920 ont pourtant une véritable originalité, qui tient à l'invention de nouveaux discours commémoratifs (monuments aux morts, soldat inconnu) et à une articulation originale entre l'expérience individuelle et la mémoire collective de la guerre. À travers les narrations officielles et les récits d'anciens combattants, la France fait entrer la Grande Guerre dans une histoire nationale et familiale. Elle tisse de nouveaux rapports entre les vivants et les morts².

L'anthropomorphisation finale est le pendant de la conceptualisation, avec pour résultat qu'en bloc la nation est traumatisée. Les nuances étouffent dans l'effort positiviste de Cabanes de « penser » l'expérience de guerre plutôt que d'en décrire les effets.

À l'opposé, Gregory propose une lecture en apparence moins concluante, d'autant qu'il cite longuement l'écrivain J. R. R. Tolkien, qui a bien fait la guerre (il fut officier subalterne dans les transmissions lors de la bataille de la Somme), mais qui est cité dans son œuvre de fiction la plus connue, *Le Seigneur des Anneaux*. Écrite à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle a peut-être été conçue dès 1910. À la fin de la quête, les deux personnages principaux, Frodo Baggins et Sam Gamgee, se séparent sur la route du retour. D'après Gregory, Frodo « est le type du vétéran traumatisé », alors que Sam « est le modèle du vétéran bien intégré ». Et Gregory de terminer son article ainsi :

Tolkien accueillait en lui-même cette dualité, ces deux personnages, tout à la fois en tournant la page de la guerre et en ne la tournant jamais. Il est l'emblème de l'expérience britannique de la guerre, celui d'un retour rapide à la normalité accompagné du sentiment obsédant que celle-ci ne pourrait jamais revenir. Pourtant, Tolkien était plus Sam que Frodo en définitive, le sort de ce dernier incarnait ses rêves et ses craintes, mais Sam était la réalité prosaïque : les guerres passent, la vie continue. Pour lui, ce pragmatisme flegmatique, insulaire, était l'essence de l'« anglicité » et peut-être avait-il raison. Les tout derniers mots du *Seigneur des Anneaux*, prononcés par Sam, expriment laconiquement la façon dont la plupart des Anglais quittèrent la Grande Guerre : « Je suis de retour »³.

On n'échappe pas au lieu commun culturel de l'Anglais flegmatique, mais la légèreté du chercheur n'est qu'apparente, car l'expérience individualisée peut effectivement être lue sur une échelle allant du traumatisme destructif à une extrémité – en quelque sorte, après ce que la quête lui révèle sur le monde des hommes et surtout sur lui-même, Frodo choisit une mort volontaire – à la capacité non pas d'oublier, mais de continuer d'agir – Sam

fonde une famille, mais entretient le souvenir de son ami. Dans cette perspective, il apparaît plus difficile de nationaliser la mémoire de la guerre, qui dépendait aussi d'initiatives individuelles ou communautaires. Il n'y a pas contradiction entre les deux pôles, ni avec les attitudes intermédiaires, il y a plutôt une forme de continuité de l'expérience qui doit être appréhendée, si l'on vise à comprendre, sans a priori catégorique.

Choix et fonction des sources sont différents dans les deux cas. Cabanes déduit d'un nombre réduit de témoignages d'«écrivains-survivants»⁴, d'historiens aussi, comme Roland Dorgelès, Pierre Chaunu et Raoul Girardet (pourtant né en 1917!), un schéma à grande valeur explicative, non sans suggérer que se trouvent là les racines de la défaite de 1940 et des divisions idéologiques d'aujourd'hui. Peut-être que l'expérience britannique fut moins traumatisante que celle de la France, mais Gregory explique bien que la haine (la «brutalisation» de Cabanes) n'a pas résisté à la fin de la guerre, si jamais elle a été un sentiment dominant chez les soldats britanniques. Au contraire, parmi les plus farouches partisans d'une paix dure contre l'Allemagne en 1919 se trouvent de récents mobilisés qui ne sont pas arrivés au front avant la fin des hostilités, des éditorialistes et des magnats de la presse comme lord Northcliffe, et les épouses de soldats employés à l'occupation de l'Allemagne, jeunes conscrits et femmes formant ici deux groupes exposés à la propagande de l'arrière, propagande dont on sait qu'elle ne résistait pas à l'incrédulité générale des combattants pour le bourrage de crâne. Chez Gregory les soldats font même figure d'«avant-garde de la réconciliation, fort en avance sur l'opinion publique»⁵. C'est dire la distance entre un monstre militarisé brutalisant sa famille et sa société que nous représente Cabanes de la nébuleuse d'anciens combattants aux attitudes diverses, mais plutôt pacifiques que dépeint Gregory. En 1920, en 1930, les ex-soldats français sont-ils vraiment plus violents que leurs collègues britanniques?

Nonobstant la différence dans le degré de souffrance, qui explique beaucoup de choses (deux fois moins de morts chez les Britanniques que chez les Français, pas de dévastation sur le territoire national, des finances publiques saines), le sort fait aux sources explique que nos deux historiens tirent l'un vers les généralisations, l'autre vers les nuances. La dernière affirmation de Gregory n'était encore qu'une hypothèse en 2008, «d'autres recherches sur le sujet seraient les bienvenues», explique-t-il, mais l'opinion publique, dissécable chez l'Anglais, est presque un monolithe chez les Français: «la droite française, qui bénéficie d'une large victoire aux élections de novembre 1919, réussit à cette époque une véritable "captation du consensus" érigé en idéal social»⁶. Puis, poursuit Cabanes, la démobilisation culturelle survient: les anciens combattants font progresser «l'esprit de Genève», c'est-à-dire le pacifisme, et toute la France est enfin démobilisée culturellement⁷. Bref, le vaisseau navigue, vire à droite puis à gauche.

On trouve dans Cabanes une histoire culturelle qui a d'étranges ressemblances avec l'histoire positiviste du tournant du XIX^e et du XX^e siècle, une histoire téléologique, monobloc, sentimentale se soutenant à bout de bras de grands mots tirés de l'œuvre de « grands témoins ».

Ce qui sauve Gregory de ce genre de schématisme⁸, c'est le côté brouillon dans lequel il se complaît ; ses petites embarcations roulent sur les vagues, la plupart arrivent au port, quelques-unes se perdent en chemin. Une sorte de « capacité britannique à la paix »⁹ pourrait être la leçon de l'ouvrage, mais on n'est encore qu'au début des années 1920. La vie continue et elle prend des formes plurielles, non réductibles à des concepts qui chez Cabanes deviennent les acteurs, concepts « agissants », des sortes de forces occultes à grande puissance explicative qui prennent la place des acteurs en chair et en os.

Je préfère une solution moins positiviste, mais plus fidèle aux expériences réellement vécues. Gregory en arrive ainsi à ces phrases simples, pleines de nuances¹⁰ :

La meilleure conclusion serait peut-être d'avancer que bien des anciens combattants vivaient une douce schizophrénie, une fragmentation du moi. La plupart n'avaient pas un souvenir omniprésent ni obsessionnel de leur « moi en guerre » ; de même, à moins qu'ils n'appartiennent à la petite minorité bruyante des handicapés sévères¹¹, leur statut n'étant pas le trait distinctif de leur identité. La plupart retrouvèrent leur ancienne identité de mari, de père et de fils ; d'ouvrier, d'homme d'affaires, ou, de plus en plus, de « chômeur » ; d'Anglais, d'Écossais ou d'Irlandais. Parfois seulement, la guerre refait surface. Les anciens soldats ne constituaient qu'une petite minorité de la population¹².

La source littéraire, les manifestations culturelles (monuments, films, théâtres), l'opinion publique sont des voiles, souvent un miroir déformant. La sortie de guerre est plus que la conceptualisation d'éléments de surface ; la voie pour lire les mentalités en profondeur existe, et je crois que le bon chemin n'est pas celui proposé par Cabanes. Dans la proposition initiale sur l'intérêt de l'étude des sorties de guerre qu'il a donnée en 2007, il écrivait en conclusion qu'« interroger les sorties de guerre au long du XX^e siècle dans la perspective d'une histoire comparée conduit naturellement à explorer les filiations entre conflits, les refus de démobiliser, la persistance des conflictualités et la brutalisation des sociétés d'après-guerre. Mais au-delà ? Un autre chantier apparaît alors, qui ferait la place aux parcours individuels, aux études locales. Au retour à l'intime des conflits et à la transmission de la mémoire de guerre, de génération en génération »¹³. En apparence, le nouveau chantier annoncé répond à ma critique, mais en fait la surconceptualisation ne condamne-t-elle pas à l'avance ce retour de l'intime, de fait bien amorcé depuis deux ou trois décennies ?

Du reste, le problème n'est pas d'interroger des concepts, mais des sources. Les sorties de guerres sont vécues et les sources en parlent. À un

premier niveau, il s'agit de lire les dossiers des soldats démobilisés et plus généralement les archives des démobilisations. Au Canada, il s'agit de centaines de mètres linéaires de documents à peu près inexploités. La lecture de seulement quelques centimètres de ces documents est un antidote efficace comme toute conceptualisation excessive, déformante. La variété des destins, sans être infinie, est plus grande que ce qu'un concept comme la «brutalisation» permet de rendre compte.

Le nouveau chantier est donc moins le passage à une nouvelle étape qu'une radicale reprise de l'opération par son commencement, en faisant auparavant table rase de concepts comme la «brutalisation», qui ne correspond ni aux vécus de la majorité des soldats ni à ceux des civils de l'arrière, ou, ce qui revient un peu au même, en ramenant la «culture de guerre» à peu de choses, essentiellement des attitudes prises temporairement durant la période de guerre, ce pour éviter que l'on retombe dans une histoire trop nationaliste. Car je trouve vraiment beaucoup de ressemblances entre la nouvelle histoire culturelle et la vieille histoire politique: obsession identitaire, lyrisme du devenir, consensus communautaire forcé, etc., avec dans les deux cas une propension à citer les grands hommes à travers des sources secondaires.

* * *

La sortie de guerre est une opération délicate. Dans le cas canadien, la sortie de guerre de 1919 a été plutôt ratée: retour du front trop lent conduisant à des émeutes de soldats en France et en Angleterre, chômage de plusieurs au débarquement, causé par un retour chaotique à l'économie de paix, crise de l'emploi dans un contexte parfois révolutionnaire (on se rappelle la grève générale de Winnipeg), lutte pour la reconnaissance des anciens combattants durant les années 1920 et 1930. La colère du soldat canadien est souvent à l'ordre du jour après le 11 novembre 1918, un peu beaucoup parce que la démobilisation est improvisée. Desmond Morton en a fait une spirituelle synthèse:

Les soldats rapatriés affrontèrent des pavois, des fanfares, des discours et des craintes dissimulées. Comprendraient-ils combien les civils avaient souffert des vendredis maigres et des lundis sans combustible? La vie militaire avait-elle tué chez eux toute initiative, ou leur avait-elle fait contracter l'habitude invétérée de l'alcool, des jurons, du jeu et du libertinage? Les longs mois outre-mer permirent à l'armée d'en finir rapidement avec la démobilisation. Le 20^e Bataillon était un exemple typique. Il atteignit Union Station, à Toronto, le 24 mai 1919. L'unité forma les rangs, remonta la rue Yonge et se dispersa pour ne plus jamais défiler. Le lendemain, les hommes s'alignèrent sur les terrains de l'Exposition pour signer quelques derniers papiers, toucher l'arriéré de leur solde et obtenir des billets s'il leur fallait poursuivre leur voyage. Quant aux hommes du 27^e Bataillon, on leur demanda si cela les ennuyait de conserver l'uniforme pour former une réserve gouvernementale durant la grève générale de

Winnipeg. Si cela les ennuerait ? Et comment ! On n'en ajouta pas moins à leurs bagages quelques caisses de mitrailleuses et de munitions mais, lorsque le bataillon atteignit la ville en émoi, il se dispersa en un clin d'œil¹⁴.

En 1945-1946, les choses se passèrent de manière moins folklorique¹⁵. Aucune manifestation publique notable de mécontentement des démobilisables en dehors des émeutes d'Aldershot (4-5 juillet 1945), ni, du reste, de problèmes graves d'emplois une fois rentrés au pays. L'on sait que l'après-guerre avait été préparé dès 1943¹⁶, et la prospérité générale, plutôt inattendue, fit le reste.

À regarder les choses de plus près, des fissures du tissu social sont apparentes, du moins c'est la thèse de Jeffrey Keshen, qui aime opposer la vertu patriotique au tempérament violent induit par l'expérience des combats. Sans employer le mot, Keshen dresse le portrait de soldats brutalisant leur entourage, un « apprentissage » qu'ils auraient fait durant la guerre et que Keshen démontre en rappelant la forte incidence de maux vénériens chez les militaires, leur attachement à alimenter le marché noir un peu partout, à fréquenter les bordels et les femmes « opportunistes », signalant des viols et des pillages que commirent des soldats canadiens en Europe. Ces soldats seraient revenus plus traumatisés que les vétérans de 1914-1918, avec des taux élevés de fatigue et de psychose d'origine militaire¹⁷.

Je crois que Keshen erre quelque peu ici. Il explique que les mesures pour maintenir le moral furent assez rapidement mises en place, mais que la dégradation morale entraînée par la guerre n'a pu être enrayerée. Je pense qu'on est plutôt devant un phénomène qui n'est pas sans rappeler les inquiétudes d'aujourd'hui sur la criminalité : alors que le taux de criminalité est en baisse depuis des décennies, l'on entend ici et là qu'il faut enfermer tous les criminels, allonger les peines de prison, etc. Ce qui semble se passer est plutôt ceci : la mesure du moral par sondage dans le courrier des soldats et par la collecte de statistiques sur les troubles psychiatriques et la criminalité militaire est une « leçon » tirée de l'expérience de la guerre précédente. Cette mesure coïncide avec la montée de professions comme la psychiatrie, la psychologie, la sociologie et la criminologie, ainsi que le goût croissant pour les sondages (le sondage scientifique politique apparaît au début de la guerre) et les statistiques. D'une part, on collecte mieux l'information et de nouveaux types de données ; d'autre part, des spécialistes en déduisent des maux (qui souvent n'ont pas encore de nom, le stress chez les équipages de bombardiers par exemple) qui, dans une société progressiste et moderne, doivent faire l'objet de mesures de rétablissement.

Une difficulté majeure avec Keshen est qu'il gomme un fait troublant : alors que la proportion de soldats dans les armes combattantes

atteignait peut-être les deux tiers en 1914-1918, cette proportion était certainement inférieure à la moitié en 1939-1945. La proportion d'hommes véritablement exposés au combat était encore plus faible. De plus, malgré le fait que la Deuxième Guerre mondiale dure deux années de plus, la durée moyenne d'exposition au feu est inférieure d'à peu près la moitié en 1939-1945 par rapport à 1914-1918. Et si les conditions sanitaires sont déplorables en Italie de 1943 à 1945, elles ne sont pas pires que celles des tranchées de la Première Guerre. Est-ce que les hommes de 1939-1945 sont des "moumounes" comparées à ceux de 1914-1918? La question est évidemment mal posée. Les hommes ont peut-être changé: ils sont certainement un peu plus urbains, mais en 1939-1945, ils sont également plus jeunes (de deux, de trois ou de cinq ans, ça reste à déterminer), un peu plus instruits, mais pas beaucoup plus, plus grands et plus lourds, en général en meilleure santé physique et psychologique que leurs prédécesseurs. Ils vivent sous un régime disciplinaire moins coercitif et bénéficient de meilleurs services de santé. Ils auraient dû mieux résister aux tensions propres à la vie militaire et à celles induites par le combat, et mieux réintégrer la société, d'autant qu'à la démobilisation, ils reviennent dans un pays prospère et reçoivent de généreuses indemnités, pouvant même commencer une nouvelle vie en entrant à l'université.

Je pense que c'est bien le cas: on n'a pas affaire à des "moumounes" ici, mais à une lecture collant un peu trop à la réalité des années 2000 et pas à celle des années 1940. Ce qui a changé plus que les hommes, et les changements ont été accélérés par la guerre, c'est la société. La tolérance à la violence est moins grande en 1945 qu'en 1918. Ainsi, plusieurs cours martiales visant des sous-officiers qui frappent leurs hommes peuvent être trouvées dans les archives de la Deuxième Guerre mondiale, signe que la discipline ne doit pas être imposée par des coups. Les viols sont assez fréquents, mais ils sont sévèrement réprimés en Italie, probablement moins en Allemagne occupée, ce qui est curieux et pose la question d'une tolérance à une punition officielle des « responsables » de la guerre. Mais le fait même qu'on retrouve plusieurs causes visant à réprimer ce genre d'excès est indicatif qu'on les tolère moins. Je n'en connais aucune, mais s'il y a eu des poursuites pour viols en 1914-1919, elles n'ont pas dû être nombreuses.

Une chose est cependant sûre, c'est que des milliers de soldats se livraient au marché noir, moins pour obtenir des denrées rares, par exemple des œufs frais, que pour alimenter celui-ci. Là, Keshen n'exagère pas. En se fiant à nouveau aux cours martiales, on s'étonne que plusieurs milliers de chefs d'accusation résultent de la « disparition » de fournitures militaires de toutes sortes, de conserves de *bully beef* à l'essence, en passant par les bottes, les pneus et parfois des jeeps et des camions¹⁸.

Beaucoup de ces infractions sont commises par des soldats derrière le front, souvent loin derrière le front. Ce sont peut-être des combattants en transit, mais ce sont aussi très souvent des non-combattants. Par exemple, le vol de produits pétroliers, qui sont très sévèrement rationnés partout, est surtout le fait d'employés du corps des services.

En fait, on en sait beaucoup moins sur la sortie de la guerre 39-45 que la synthèse de Keshen le laisse supposer. Des séries de sources volumineuses n'ont été qu'effleurées, les procès en cours martiaux étant l'une des plus riches à cet égard. Les parcours individuels, qui peuvent être reconstitués à partir des dossiers du personnel militaire fort détaillés pour les militaires de 1939-1945 livreront sans doute un jour un portrait différent de celui de Keshen, à savoir que les combattants sont proportionnellement moins affectés qu'on ne le pense par des troubles psychiatriques, que les diagnostics de maladies mentales sont élevés parmi les troupes non combattantes, ce qui est normal vu que les instables psychologiquement ont tendance à être classés dans des catégories inférieures menant à des métiers non combattants, comme le métier de chauffeurs.

Il serait exagéré de faire de la sortie de guerre de 1945 une catastrophe comme celle de 1919, par simple tentation révisionniste. Se pencher attentivement sur des dérapages (comme les viols ou le marché noir) devrait plutôt nous éclairer sur ce qui a bien marché à la fin de la guerre 1939-1945, et conduire peut-être à entrevoir la période qui suit sous un jour différent. Keshen a du moins le grand mérite de suggérer (un peu vaguement) que le gouvernement prend « l'habitude » d'intervenir pour soulager des problèmes sociaux qui se manifestent durant la guerre (qui se manifestent ou qui sont causés?, là est le débat, et je diffère d'opinion sur ce point avec Keshen), de la délinquance juvénile aux troubles psychiatriques.

À cet égard, qui se compare se console. L'histoire comparative chère à Bruno Cabanes est instructive ici. Une entrevue de Nicolas Werth permet de relativiser les « traumatismes » de la guerre canadienne, bien peu importants comparés à ceux qu'a connus la société russe après 1917 et après 1945. Très suggestives sont les observations de Werth sur la parole déliée et l'opposition au stalinisme que la guerre a encouragée. Les rapports de surveillance de l'opinion publique (en Russie stalinienne, il y avait une opinion publique!) rapportent par exemple que circule dans la population l'interrogation suivante: « Pourquoi, la guerre finie, n'a-t-on toujours pas le droit de changer de travail? » Ou celles-ci: « Quand sera-t-on autorisé à rentrer chez soi? » et « Puisque les kolkhozes ne donnent rien, pourquoi ne pas augmenter la taille du lopin individuel? » Et également cette critique répandue sur les « petits chefs locaux qui se sont fait du gras pendant la guerre »¹⁹.

Changeons de « dictateur ». Mutatis mutandis, pourrait-on parler d'une domination duplessiste au Québec à partir de 1945? Nos petits

chefs locaux eurent-ils autant de succès que les apparatchiks staliniens à dominer leur société? D'où vint la «libération»? Avec la mort de Duplessis, comme la déstalinisation serait advenue après celle de Staline? Prochaine chronique.

* * *

†Allard, Geneviève. *Névrose et folie dans le Corps expéditionnaire canadien (1914-1918): le cas québécois*, Montréal, Athéna éditions, 2012, 242 p., ill.

En terminant, je signale que les traumatismes psychologiques de guerre font maintenant l'objet d'une première étude fouillée pour les soldats canadiens de 1914-1918. Il n'est évidemment pas sûr qu'il s'agisse toujours de traumatismes causés par les combats. Les sources examinées dans cette thèse, notamment les dossiers de transferts de 121 patients ex-militaires vers les asiles québécois jusqu'à 1924 posent plus de questions sur le manque de ressources psychiatriques et en services sociaux que sur le problème des névroses de guerre, quel que fût ce problème. Si l'on pouvait comparer les sorties de guerre psychiatriques des deux guerres mondiales, on ferait probablement avancer considérablement les recherches en histoire de la psychiatrie, mais également celles en histoire sociale et culturelle. Il faut espérer une étude sur les cas psychiatriques durant la Deuxième Guerre mondiale, ou plutôt plusieurs études équivalentes à celle-ci avant de faire la comparaison.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Sur l'introduction de ces concepts, voir Bruno Cabanes et Guillaume Piketty, «Sortir de la guerre: jalons pour une histoire en chantier», *Histoire@Politique*, no. 3, novembre-décembre 2007, 8 p.
2. Bruno Cabanes, «Les vivants et les morts: la France au sortir de la Grande Guerre», dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre: le monde de l'après 1918*, Paris, Tallandier, 2008, p. 44-45.
3. Adrian Gregory, «Adieu à tout cela: comment les Anglais sortirent de la guerre», dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *op. cit.*, p. 66-67. Le titre de Gregory est une allusion transparente aux souvenirs de guerre de Robert Graves, *Goodbye to all that (1929)*, qui n'est pas cité dans l'article.
4. Expression de Carine Trévisan reprise par B. Cabanes, *op. cit.*, p. 31.
5. A. Gregory, *op. cit.*, p. 60.
6. B. Cabanes, *op. cit.*, p. 43.
7. *Ibid.*, p. 43-44.
8. On sait que Marc Bloch adoptait une attitude intermédiaire. Il préconisait une psychologie historique empruntant ces concepts à la psychologie expérimentale

et collectant ses matériaux minutieusement, matériaux qui étaient les ruineurs, dont Bloch dans un essai célèbre qu'elles trouvaient leurs lieux de cristallisation dans la zone arrière du front, où soldats de l'avant et de l'arrière pouvaient socialiser à l'abri des bombardements, les cuisines et les terminus ferroviaires en particulier. Voir Marc Bloch, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », article paru d'abord dans la *Revue de synthèse* en 1921, qu'on peut lire dans Marc Bloch, *Écrits de guerre 1914-1918*, Paris, Armand Colin/Masson, 1997, p. 169-184.

9. A. Gregory, *op. cit.*, p. 66.
10. J'ajoute que ces quelques phrases de Gregory correspondent bien à la lecture d'environ 300 dossiers du personnel militaire des deux guerres mondiales que j'ai pu faire depuis trois ans.
11. On peut bien penser que d'employer une pareille expression dans le Canada d'aujourd'hui soulèverait une tempête médiatique. J'admire ces daltoniens des motifs culturels de leur époque que sont les historiens britanniques.
12. A. Gregory, *op. cit.*, p. 51.
13. B. Cabanes et G. Piketty, *op. cit.*, p. 8.
14. Desmond Morton, *Histoire militaire du Canada*, nouv. éd. rev. et augm., Montréal, Athéna éditions, 2009, p. 186. Les soldats des démobilisés font l'objet d'un traitement plus détaillé dans son *Billet pour le front : histoire sociale des volontaires canadiens (1914-1919)*, Montréal, Athéna éditions, 2005 (1993), p. 285-309.
15. Premiers aperçus dans le chapitre final de Jeff Keshen, *Saints, salauds et soldats : le Canada et la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, Athéna éditions, 2009 (2004), p. 371-408. Ni Morton ni Keshen n'épuisent le sujet.
16. C. P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, volume I. Six années de guerre : l'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, 2^e éd., Ottawa, Imprimeur de la reine, 1966, p. 450. Pour le rapatriement des soldats, voir aussi du même auteur, *Histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale, volume III. La campagne de la victoire : les opérations dans le nord-ouest de l'Europe 1944-1945*, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1960, p. 651 et suiv.
17. Jeffrey A. Keshen, *Saints, salauds et soldats, op. cit.*, chap. IX et X, les deux derniers chapitres du livre.
18. Les hypothèses de ce paragraphe me sont suggérées par la revue des « index » des cours martiales et la lecture d'une centaine de procès en tout genre. L'une des raisons pour lesquelles cette source est sous-utilisée, alors qu'elle est disponible depuis les années 1950, est qu'on ne dispose pas, six décennies plus tard, d'un instrument de travail donnant un accès ordonné aux 326 microfilms de la collection, conservés par Bibliothèque et Archives Canada, chaque microfilm étant constitué de deux bandes de photos de 16 mm photographiées tête-bêche sur un film 35 mm. D'autres sujets, comme l'homosexualité et la désobéissance, ne peuvent être véritablement compris qu'avec l'étude de ces procès, et des archives judiciaires et administratives militaires qu'il faut y associer. De pareils projets de recherches sont presque impossibles à réaliser autrement que par des équipes nombreuses de chercheurs et apprentis chercheurs. Voir la description en ligne du fonds (l'adresse http est trop longue

pour la donner ici, mais rendez-vous au site www.collectionscanada.gc.ca, bouton «Français», déroulez le menu «Découvrez la collection», sélectionnez «Recherche de fonds d'archives», dans l'espace tout mot-clé tapez «cours martiales», ensuite réduisez le nombre de résultats en choisissant «1940s» dans la liste de droite, puis cliquez sur «Documents relativement [sic] aux cours martiales... 1939-1945», ouf!, vous êtes arrivé à la description du fonds RG24-C-27!) et l'instrument de travail qui y correspond (le 24-403, consultable sur papier seulement dans les locaux de BAC de la rue Wellington à Ottawa), un instrument de travail incomplet dont la préparation a été mystérieusement interrompue en 2006.

19. Nicolas Werth, «La société russe en guerre», dans Bruno Cabanes et Édouard Husson (dir.), *Les sociétés en guerre 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 144.